Rapport de majorité de la commission spéciale chargée d'étudier la réponse de la Municipalité au postulat de M. Jean-Michel FAVEZ lui demandant de présenter au conseil communal un rapport sur les démarches en cours et futures devant conduire à une réalisation concrète et dans les meilleurs délais de la volonté populaire exprimée ce week-end à propos de rives glandoises du lac.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers,

La commission spéciale composée de :

Gilles DAVOINE 1^{er} membre et rapporteur
Jean-Philippe GENOUD
Myriam GRANDJEAN
Michel GIRARDET
Christian GANDER
Jean-Michel FAVEZ
Marika THÉVENAZ
Patrick UEBELHART
Pascal REGAZZONI

s'est réunie le mercredi 9 janvier 2013 au Collège des Tuillières, salle 101, à Gland.

Remerciements

La commission remercie vivement Monsieur Olivier FARGEON, municipal, pour sa présence, sa grande disponibilité, ainsi que pour la précision et la qualité des informations fournies lors de la séance susmentionnée.

COMPLÉMENTS ET DISCUSSION AVEC OLIVIER FARGEON

Olivier FARGEON a rappelé à la commission qu'il était en charge, au sein de la Municipalité, du projet de chemin piétonnier au bord du lac depuis 2006 et que, depuis cette date, les choses avaient bien avancé, aboutissant à ce jour au préavis n° 38. En effet, compte tenu des difficultés rencontrées, en particulier évidemment avec les propriétaires riverains du lac, il est compliqué d'avancer plus

rapidement, la Municipalité ayant fait le choix clair et délibéré de ne pas aller inutilement à l'affrontement et, surtout, à en venir à imposer d'emblée un passage aux propriétaires privés concernés, préférant la négociation.

Lorsqu'une Municipalité choisit la voie inverse, comme c'est le cas à La Tour-de-Peilz, on doit bien constater que les démarches ne sont pas plus rapides, un sentier lacustre étant pour l'heure prévu en 2020 seulement et à des coûts encore difficiles à estimer mais très élevés car ils comprennent celui des expropriations nécessaires vu l'absence de tout accord.

La Municipalité ne veut donc pas bercer la population d'illusions en établissant une feuille de route détaillée dont les délais, coûts et endroits de passage du chemin pourraient totalement varier en fonction des propriétaires, des discussions menées avec eux, voire des recours de ces derniers.

Par ailleurs, Olivier FARGEON a également répété qu'un chemin piétonnier au bord du lac avait un coût important, comme le démontre le préavis n°38, et qu'il y avait de nombreuses autres priorités pour la commune, notamment dans son dicastère qui ne compte pas assez de personnel et ne bénéficiera jamais d'un budget suffisant pour traiter toutes ces priorités en parallèle.

AVIS DE LA MAJORITÉ DE LA COMMISSION

La commission, dans son ensemble, estime que la réponse apportée au postulat de M. Jean-Michel FAVEZ par la Municipalité est trop courte, ne serait-ce qu'en fonction des éléments supplémentaires que M. Olivier FARGEON a pu apporter à la commission et qui auraient parfaitement pu, voire carrément du, figurer dans la réponse municipale.

En effet, il aurait suffi de rédiger un historique précis reprenant la totalité des nombreuses démarches effectuées depuis 2006 dans ce cadre, un rappel plus complet des avancements actuels sur la question (préavis n° 38, baignade à la « Dullive » et lien entre cette dernière et la plage de « La Falaise »), ainsi qu'un éventail exhaustif des possibilités, espoirs et attentes futurs pour que la commission spéciale, à l'unanimité, accepte une telle réponse.

Il reste qu'il ne saurait raisonnablement être nié que la Municipalité a bien travaillé dans ce domaine puisqu'elle propose, via son préavis n°38, un cheminement au bord du lac de plus de 300 mètres, ce après avoir négocié longuement avec les différents propriétaires pour aboutir au retrait de beaucoup d'oppositions.

C'est le lieu de rappeler qu'un tel sentier, pour pouvoir être validé par le canton et ne pas risquer d'être combattu avec succès par-devant un tribunal par les propriétaires touchés, doit permettre d'effectuer une boucle, c'est-à-dire de l'emprunter sans avoir à rebrousser chemin.

Il est donc indispensable que la Municipalité pratique par tronçons, donc par étapes, étant précisé que si le chemin au bord du lac est bien l'une de ses priorités, il serait de toute manière impossible, pour des raisons de coût et de personnel, de parvenir à réaliser d'un seul tenant l'entier du cheminement possible le long des rives glandoises.

Le fait que des servitudes de passage existent déjà sur nombre de parcelles n'implique pour le surplus en aucun cas qu'un chemin piéton aménagé puisse y être réalisé rapidement et à moindre frais puisque de tels servitudes ne permettent que le passage sur le lieu tel qu'il se présente, pas l'aménagement d'un sentier.

Finalement, le seul reproche que l'on peut réellement faire à la Municipalité est d'avoir privilégié les actes aux paroles, paraissant estimer qu'il serait suffisant de rendre une brève réponse au postulat dès lors qu'elle déposait en même temps, après avoir sans doute retardé dite réponse dans ce but, le préavis n°38.

La majorité de la commission estime que si cette manière de faire est maladroite, il subsiste de manière indubitable qu'elle a démontré, dans les faits, avoir largement œuvré pour un sentier au bord du lac, le préavis n°38 en étant la démonstration éclatante.

Par ailleurs, même si la réponse est brève, elle explique malgré tout très clairement les démarches effectuées actuellement par la Municipalité, à savoir le préavis n°38, la baignade à la « Dullive » et le lien entre cette dernière et la plage de « La Falaise », de même que les négociations en cours avec le propriétaire de la parcelle du Manoir.

Cette réponse indique également de manière explicite la position de la Municipalité consistant, pour le futur, à négocier dès que possible tout accès supplémentaire aux rives du lac, exprimant le choix légitime de ne rien imposer aux propriétaires tant cela peut s'avérer long et coûteux tant en procédures judiciaires qu'en frais d'expropriation.

Enfin, la Municipalité exprime son impossibilité fort justifiée d'émettre une « feuille de route » détaillée tant les incertitudes liées aux éventuelles négociations, recours juridiques, coûts ou votes du conseil communal pourraient, notamment, modifier en profondeur des planifications émises trop précipitamment.

Partant, même si, comme on l'a déjà dit, elle aurait pu être plus complète, la réponse de la Municipalité présente bien au conseil un « *rapport sur les démarches en cours et futures devant conduire à une réalisation concrète et dans les meilleurs délais* » d'un chemin piétonnier au bord du lac.

Dans ce cadre, il ne faut pas oublier que le vote populaire du 5 février 2012 portait uniquement sur le PPA « La Crique » et, même en admettant que la population se serait également prononcée sur le principe même d'un cheminement au bord du lac, cela ne suppose pas la volonté d'obtenir un

chemin le long de l'ensemble de nos rives, encore moins que celui-ci devienne soudainement une priorité absolue l'emportant sur toutes les autres. Défendre ce point de vue serait interpréter par trop largement et donc de manière biaisée la volonté exprimée par les votants le 5 février 2012.

En définitive, refuser la réponse de la Municipalité reviendrait à sanctionner cette dernière d'avoir préféré mettre en avant ses réalisations concrètes, à savoir le chemin proposé dans le préavis n°38, plutôt que de vagues théories sur un futur tracé d'un tel sentier, bien peu intéressantes vu les incertitudes qui y sont, comme chacun l'admet, obligatoirement liées.

Un tel refus n'aurait finalement aucun sens puisque ce qui importe est bien que la Municipalité agisse en proposant aux glandois, de manière régulière, des tronçons supplémentaires de cheminement piétonnier le long du Léman, exactement comme elle vient de le faire.

C'était bien le but avoué des référendaires (PPA « La Crique ») et le résultat recherché par M. Jean-Michel FAVEZ en déposant son postulat 4 jours après la votation subséquente.

Le but étant atteint, un premier tronçon au bord du lac étant proposé, la Municipalité ayant démontré avoir longuement travaillé sur le sujet et continuer à le faire, il n'existe, à ce jour, aucun motif pertinent de refuser sa réponse au postulat, même si celle-ci aurait, en effet, pu être mieux documentée.

CONCLUSIONS

Pour ces motifs, la majorité des membres de la commission spéciale vous recommande de :

- ACCEPTER la réponse de la Municipalité au postulat de M. Jean-Michel FAVEZ lui demandant de présenter au conseil communal un rapport sur les démarches en cours et futures devant conduire à une réalisation concrète et dans les meilleurs délais de la volonté populaire exprimée ce week-end à propos de rives glandoises du lac.

Gilles DAVOINE
1^{ER} membre et rapporteur

Jean-Philippe GENOUD

Michel GIRARDET

Christian GANDER

Pascal REGAZZONI

Gland, le 28 janvier 2013